

Interdiction de fumer : vers un contrôle renforcé

Vingt ans après l'adoption de la loi Évin, le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, veut mieux faire respecter la législation existante.

Il y a vingt ans, la France se dotait d'une loi pionnière dans la lutte contre le tabagisme. Le 10 janvier 1991, le ministre des Affaires sociales et de la Solidarité, Claude Évin, faisait adopter par l'Assemblée nationale un texte visant à interdire la publicité pour le tabac, augmenter le prix des cigarettes et protéger les non-fumeurs dans les lieux publics. «Cela n'allait pas de soi à l'époque : il a fallu vaincre des résistances au sein même du gouvernement», se souvient l'ancien ministre socialiste.

Vingt ans plus tard, le ministre de la Santé, Xavier Bertrand, et les associations de prévention ont salué lundi «un texte fondateur». «La loi Évin a posé les trois piliers d'une action efficace et coordonnée pour combattre le tabagisme, note le Pr Yves Martinet, président du Comité national de lutte contre le tabagisme (CNCT). Elle a permis un éveil des consciences.»

Premier volet, le plus visible, la loi a consacré le principe d'une interdiction générale de fumer dans les lieux publics (avec des aménagements possibles). Renforcée en 2006 par le décret Bertrand, la mesure a changé la vie des Français. La prohibition de la cigarette dans les cafés, les restaurants, les hôpitaux, les gares ou les écoles est désormais bel et bien entrée dans les mœurs. «Plus personne ne conteste cette avancée spectaculaire», note Gérard Audureau, président de Droits des non-fumeurs (DNF).

Ces résultats sont cependant à nuancer, selon les associations qui dénoncent depuis plusieurs mois «une multiplication des contournements». Sont notamment pointées les terrasses entièrement fermées et autorisées aux fumeurs, les bars à chicha ou encore les discothèques qui n'appliquent pas la loi. Selon un sondage mené par TNS pour l'association DNF à l'automne 2009, 21% des entreprises seraient par ailleurs en infraction. Lundi, Xavier Bertrand a annoncé son intention de veiller au respect de la loi «partout et par tous», avec la mise en place de contrôles renforcés.

Une augmentation dissuasive des prix de vente du tabac

Pour la première fois, la loi Évin posait aussi le principe d'une interdiction de toute publicité pour le tabac. Elle permettait, enfin, une augmentation dissuasive des prix, afin de réduire la consommation. «Entre 1991 et 1997, puis au début des années 2000, des hausses répétées du prix des cigarettes ont mécaniquement entraîné une forte baisse des ventes», raconte Bertrand Dautzenberg, de l'Office français de prévention du tabagisme (OFT), association qui déplore «l'abandon de cette politique».

Depuis 1991, les ventes de tabac ont globalement diminué de moitié en France. Sur la même période, le taux de cancer du poumon, chez l'homme âgé de 35 à 44 ans, a enregistré une baisse de 50%, mais il a été multiplié par quatre chez les femmes. Le recul de la consommation semble cependant marquer le pas : selon le dernier baromètre de l'Institut national de prévention et d'éducation à la Santé (Inpes), la part des fumeurs quotidiens, âgés de 15 à 75 ans, a progressé de deux points entre 2005 et 2010. Ils sont aujourd'hui 28,7%.

www.lefigaro.fr

www.wadifa-info.com

Q 41 : Que signifie cette phrase : **Il y a vingt ans, la France se dotait d'une loi pionnière dans la lutte contre le tabagisme.**

- A. La France n'a pas été le premier pays à prendre des mesures contre le tabagisme
- B. La France a été le premier pays à prendre des mesures contre le tabagisme
- C. La France ne s'intéresse pas au problème du tabagisme
- D. La France encourage l'installation de l'industrie du tabac

Q 42 : Que signifie cette phrase : **il a fallu vaincre des résistances au sein même du gouvernement.**

- A. Tous les membres du gouvernement étaient favorables à cette mesure
- B. Tous les membres du gouvernement étaient défavorables à cette mesure
- C. Quelques membres du gouvernement se sont opposés à cette mesure
- D. Les membres du gouvernement n'étaient pas au courant de cette mesure

Q 43 : Quels sont les "trois piliers" de la loi Evvin ?

- A. La permission de fumer dans les lieux publics / la baisse du prix des cigarettes / l'autorisation de faire de la publicité pour le tabac.
- B. L'interdiction de fumer dans les lieux publics / l'augmentation du prix des cigarettes / l'interdiction de faire de la publicité pour le tabac.
- C. La destruction des lieux publics / la stabilisation du prix des cigarettes / le financement de la publicité pour le tabac.
- D. Le texte n'en parle pas

Q 44 : Expliquez l'expression : "a permis UN EVEIL DES CONSCIENCES"

- A. A permis d'encourager à la consommation de tabac.
- B. A permis d'ouvrir les yeux sur les marques du tabac.
- C. A permis de rendre les gens insensibles aux problèmes liés à la consommation de tabac.
- D. A permis d'ouvrir les yeux, de se rendre compte des problèmes liés à la consommation de tabac.

Q 45 : Expliquez l'expression : "est désormais bel et bien ENTRE DANS LES MOEURS"

- A. Ne fait plus partie des habitudes.
- B. Fait aujourd'hui partie des habitudes.
- C. A été complètement bannie des habitudes.
- D. Est considéré comme isolé

juifinet.net